MEDIAPART

BRUNO LATOUR, PENSEUR DES « TERRESTRES »

Bruno Latour diagnostique un atterrissage compliqué pour l'humanité

C'est un ouvrage à la fois important, surprenant et inquiétant que livre le philosophe Bruno Latour, avec Où atterrir ? Comment s'orienter en politique.

Joseph Confavreux

1 décembre 2017 à 18h59

En exergue de son nouveau livre, Bruno Latour a ironiquement fait figurer une phrase de Jared Kushner, le gendre de Donald Trump : *« Nous avons assez lu de livres. »* Il n'y a pourtant pas que le clan Trump qui ferait bien de s'emparer de cet ouvrage-ci, dont la lecture bouscule nos certitudes et attitudes, et donne sa véritable dimension au bouleversement climatique : non pas un problème massif situé à côté ou au-delà de l'ordinaire politique, mais un élément central pour comprendre – et peut-être combattre – les tentations populistes ou l'élection du magnat de l'immobilier américain.

L'hypothèse du philosophe est forte, puisqu'elle veut relier trois éléments qui dominent l'histoire de l'après-1989 et dont les connexions seraient devenues invisibles :

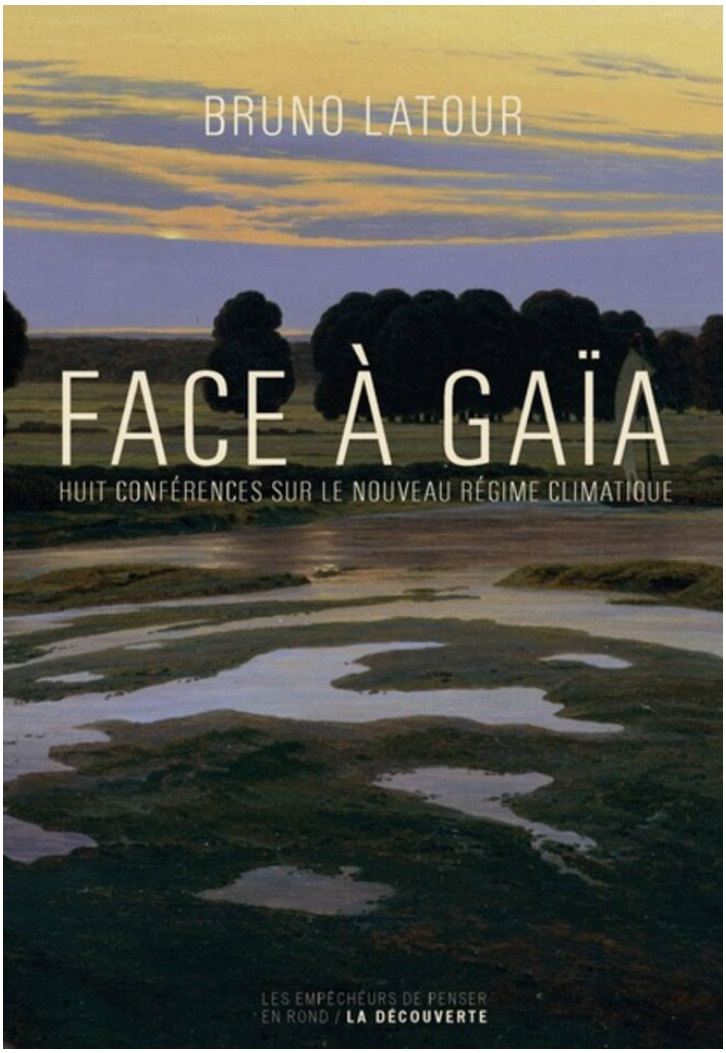
« Tout cela participe du même phénomène : les élites ont été si bien convaincues qu'il n'y aurait pas de vie future pour tout le monde qu'elles ont décidé de se débarrasser au plus vite de tous les fardeaux de la solidarité – c'est la dérégulation : qu'il fallait construire une sorte de forteresse dorée pour les quelques pour cent qui allaient pouvoir s'en tirer – c'est l'explosion des inégalités ; et que pour dissimuler l'égoïsme crasse d'une telle fuite hors du monde commun, il fallait absolument rejeter la menace à l'origine de cette fuite éperdue – c'est la dénégation de la mutation climatique. »

Pour Bruno Latour, nous serions face à une situation où, pour *« reprendre la métaphore éculée du Titanic : les gens éclairés voient l'iceberg arriver droit sur la proue, savent que le naufrage est assuré, s'approprient les canots de sauvetage ; demandent à l'orchestre de jouer assez longtemps des berceuses pour qu'ils profitent de la nuit noire pour se carapater avant que la gîte excessive alerte les autres classes ! ».*

Qu'une partie importante des classes dirigeantes soit arrivée à la conclusion que, si elles *« voulaient survivre à leur aise, il ne fallait plus faire semblant, même en rêve, de partager la terre avec le reste du monde »* n'est pas une simple formule, quand on lit par exemple l'article traduit dans le numéro 7 de la *Revue du Crieur*. Celui-ci montre que les

ultrariches de la Silicon Valley ou des startups new-yorkaises, pourtant censés afficher leur confiance en l'avenir technologique de l'homme, commencent en réalité à stocker vivres et munitions, à acheter des terrains reculés, à se faire construire des bunkers de luxe et à se faire opérer des yeux pour survivre dans un monde où l'on ne pourra pas acheter ses lentilles de contact en bas de chez soi...

Mais l'intérêt de l'ouvrage incisif de Bruno Latour est de montrer que, avec le moment Trump, *« pour la première fois, un mouvement de grande ampleur ne prétend plus affronter sérieusement les réalités géopolitiques »* mais se mettre *« littéralement offshore »*, comme en témoigne notamment la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris, incompatible avec les réalités écologiques planétaires. Alors même que, jusqu'à Clinton, les questions de politique écologique faisaient l'objet d'accords entre républicains et démocrates. Dans la situation inédite engendrée par le "Nouveau Régime climatique", que Bruno Latour décrivait déjà dans *Face à Gaïa*, où le sol se dérobera à terme sous nos pieds comme il se dérobe déjà pour tous les réfugiés qui n'ont plus d'endroit où habiter, *« on ne comprend rien au vide de la politique actuelle si l'on ne mesure pas à quel point la situation est sans précédent »*.



La situation qui nous taraude vis-à-vis des questions climatiques et écologiques entraîne d'abord de la violence, puisque *« les acteurs politiques que l'on assassine le plus volontiers aujourd'hui, ce sont les militants écologistes »*. Elle implique ensuite un déni de la réalité tel que Bruno Latour le qualifie de *« climato-négationnisme »* et qu'il peut expliquer à la fois le désordre constant de la Maison Blanche et la percée des *« alternative facts »* car, interroge le philosophe, *« comment respecter les faits les mieux établis, quand on doit dénier l'énormité de la menace et mener*

sans le dire une guerre mondiale contre tous les autres » ?

Elle éclaire enfin pourquoi toute la politique actuelle semble tourner autour du « populisme », avec l'accusation vaine lancée aux électeurs prêts à voter pour la politique du pire, sans comprendre qu'ils ont quelques raisons de se sentir trahis. On se met à ainsi accuser, écrit le philosophe, *« les braves gens de se complaire dans leur vision étroite, dans leurs peurs, dans leur méfiance native pour les élites, dans leur déplorable indifférence à l'idée même de vérité, et, surtout dans leur passion pour l'identité, le folklore, l'archaïsme et les frontières – avec en plus, pour faire bonne mesure, une coupable indifférence aux faits. (...) C'est oublier que ce* "peuple" *a été froidement trahi par ceux qui ont abandonné l'idée de réaliser pour de vrai la modernisation de la planète avec tout le monde ».*

« Il n'y a pas de précédent »

Dans ce cadre, nous sommes face à une *« impression terrifiante que la politique s'est vidée de sa substance, qu'elle n'embraye plus sur rien, qu'elle n'a plus ni sens ni direction, qu'elle est devenue littéralement imbécile autant qu'impuissante ».* Celle-ci est, pour le philosophe, liée au fait que les *« pôles »* vers lesquels oscille le monde contemporain nous mènent tous à des impasses. Ces trois pôles sont, selon lui, le *« Local »* des tenants d'un retour à la terre, le *« Global »* sans corps d'une fuite vers la mondialisation qui a largué les amarres avec la réalité écologique de la planète et le *« Hors-sol »* de la politique trumpiste, qui prétend pouvoir fusionner ces deux pôles pourtant inconciliables.

Pour Bruno Latour, ces « pôles » n'ont pas, ou plus, d'existence matérielle et durable, puisqu'il s'agit d'utopies, au sens négatif du terme, de lieux sans topos, sans terre et sans sol. À cela, il propose d'opposer un autre pôle d'attraction, qu'il nomme le Terrestre, *« au sens d'un territoire auquel on appartient, dans le sens le plus littéral du terme »*, qui *« n'est pas seulement le cadre de l'action, mais y prend part »* et ne se confond ni avec le terroir des nationalistes ni avec le retour aux traditions des anciennes cultures. *« Revenir en arrière ? Réapprendre les vieilles recettes ? Regarder d'un autre œil les sagesses millénaires ? Apprendre des quelques cultures qui n'ont encore jamais été modernisées ? Oui, bien sûr, mais sans se bercer d'illusions : pour elles non plus il n'y a pas de précédent. »*

Bruno Latour. © Mediapart

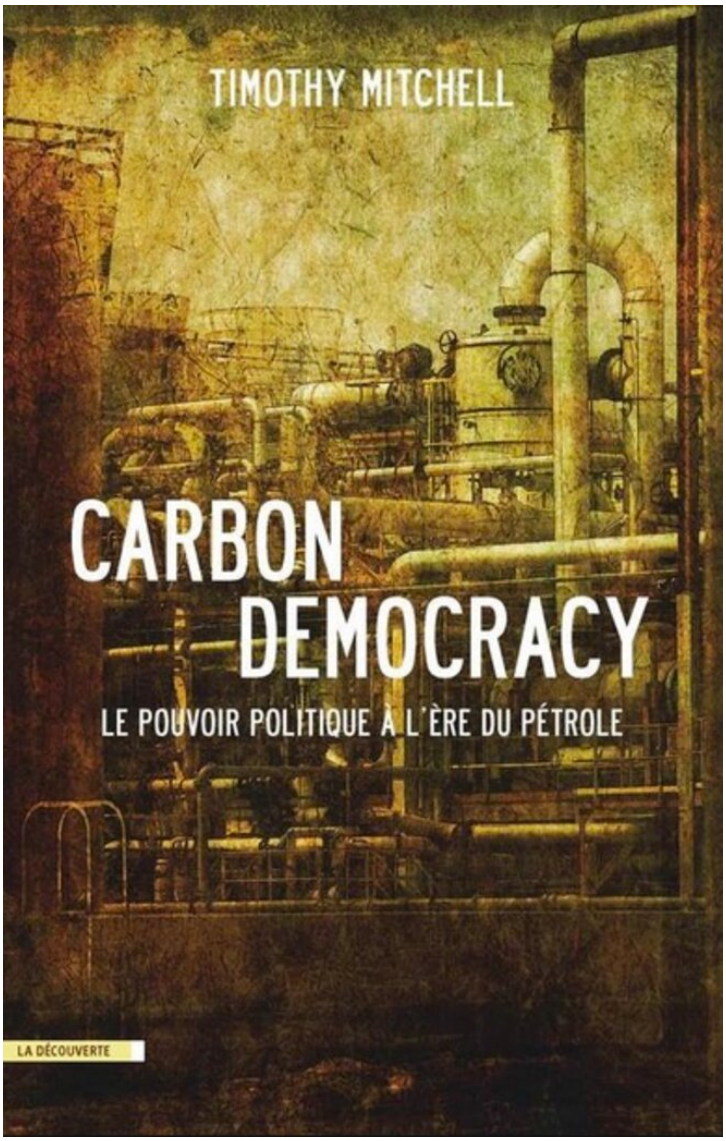
Pour le philosophe, le Terrestre ainsi défini hérite du sol *« la matérialité, l'hétérogénéité, l'épaisseur, la poussière,*

l'humus, la succession des couches, des strates, la surprenante complexité, le suivi rapproché qu'il exige, le soin attentif qu'il nécessite », c'est-à-dire *« tout le contraire d'un sol-support dont un projet de développement ou de* real estate *viendrait s'emparer »*. En ce sens, le sol est inappropriable : *« On lui appartient, il n'appartient à personne. »* Mais il hérite aussi du monde dans sa globalité, non pas sous la forme du Global, mais en enregistrant *« des formes d'existence qui interdisent de se limiter à une localité »*. Ainsi, pour Bruno Latour, *« l'attachement permet de sortir de l'illusion d'un Grand Dehors, le détachement permet de sortir de l'illusion des frontières »*.

Dans ce moment sans précédent, pour le philosophe, l'alternative est relativement simple : *« Ou bien nous dénions l'existence du problème, ou bien nous cherchons à atterrir. »* Le philosophe reconnaît lui-même le talon d'Achille de *« tout texte qui prétend canaliser des affects politiques vers de nouveaux enjeux »*. Mais il n'esquive pas la question, dans un texte qui allie comme rarement la pointe de la recherche philosophique avec le souci des questions concrètes. *« Est-ce que,* demande-t-il alors, *je dois me lancer dans la permaculture, prendre la tête des manifs, marcher sur le Palais d'Hiver, suivre les leçons de Saint François, devenir hacker, organiser des fêtes de voisins, réinventer des rituels de sorcières, investir dans la photosynthèse artificielle »* ?

La réponse à cette vaste et récurrente question de savoir « que faire » s'articule pour lui autour de trois dimensions principales. Il faut d'abord *« décrire »* et *« tout cartographier à nouveaux frais »*. Pour le philosophe, il est temps de *« parler non plus des humains mais des terrestres »* et de dresser la liste des êtres avec qui l'on partage un *« terrain de vie »* défini comme *« ce dont un terrestre dépend pour sa survie et en se demandant quels sont les autres terrestres qui se trouvent dans sa dépendance »*. Définir un terrain de vie, pour un Terrestre, c'est lister ce dont il a besoin pour sa subsistance et, par conséquent, ce qu'il est prêt à défendre. Une telle tâche exigerait notamment de passer d'une analyse en termes de systèmes de production à une analyse en termes de systèmes d'engendrement. Or *« dans le système de production, la liste est facile à dresser : des humains et des ressources. Dans le système d'engendrement, la liste est beaucoup plus difficile à enregistrer puisque les agents, les animés, les agissants qui la composent ont chacun leur propre parcours et intérêt »*.

Cette dernière tâche implique aussi, et c'est la seconde dimension, de sortir de l'opposition gauche/droite ; non pas pour se placer au centre, mais pour faire basculer la ligne de front. Ce qui serait possible, non à la manière de Waechter, Bayrou ou Macron, mais en ayant conscience que, *« malgré les apparences, ce ne sont pas les attitudes qui comptent en politique, mais la forme et le poids du monde auxquels ces attitudes ont pour fonction de réagir »*. Pour le philosophe, *« le temps perdu à continuer à arpenter l'ancien vecteur Droite/Gauche a retardé les mobilisations et les négociations nécessaires »*.



Il est notamment urgent de sortir du vieux débat qui consiste à juger prioritaire la question sociale ou la question écologique. *« Le socialisme comme l'écologisme, qui tous deux avaient pour objectifs de détourner l'histoire, n'ont pu que ralentir son cours »*, écrit le philosophe. Reprenant les analyses de Timothy Mitchell, selon lesquelles une économie fondée sur le charbon a longtemps permis une lutte des classes efficace que le passage au pétrole a permis aux classes dirigeantes de gagner, Bruno Latour juge que le XXIe siècle doit être l'âge d'une *« nouvelle question géo-sociale »* capable de fusionner ces dimensions.

Ceci impose, et il s'agit de la troisième dimension principale des propositions de Latour, de négocier avec les adversaires actuels pour en faire de possibles alliés. La négociation *« entre les tenants du Local et du Terrestre doit porter sur l'importance, la légitimité, la nécessité même d'une appartenance à un sol, mais, c'est là toute la difficulté, sans aussitôt la confondre avec ce que le Local lui a ajouté : l'homogénéité ethnique, la patrimonialisation, l'historicisme, la nostalgie, l'inauthentique authenticité »*. Il ne faut pas, en effet, confondre le retour de la Terre avec le « retour à la terre » de triste mémoire. C'est tout l'enjeu de ce qu'on appelle les zones à défendre, à savoir *« la re-politisation de l'appartenance à un sol »*.

Mais c'est aussi là qu'intervient l'autre branche de la négociation puisque, *« de même qu'il faut parvenir à canaliser le besoin de protection pour le faire tourner vers le Terrestre, de même il faut montrer à ceux qui se précipitent »* vers

ce que Bruno Latour désigne comme la *« globalisation-moins »* à quel point *« elle diffère de l'accès au Globe et au monde »*. Alors seulement il pourra éventuellement être possible de refaire une politique qui ne soit pas organisée par le climato-scepticisme...

Joseph Confavreux

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.